

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège

Cahier des Clauses Techniques Particulières

Réalisation de prestations de maintenance multi technique pour la CPAM de l'Ariège

MARCHE N°2026-003

Organisme :

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège
1 Avenue de Sibian
09015 FOIX
N° SIRET : 776 656 175 00077**

Marché Public à procédure adaptée passé en application des Articles L.2123-1,
R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	3
ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION	3
ARTICLE 3. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES	3
3.1. Equipements et installations de protection contre l'intrusion et de contrôle d'accès.....	3
3.2. Equipements et installations électriques.....	3
3.3. Equipements et installations de protection contre l'incendie	4
ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA PRESTATION	4
4.1 Prestations forfaitaires.....	5
4.2. Maintenance préventive	5
4.2.1 Maintenance préventive des installations de détection anti intrusion et de contrôle d'accès	5
4.2.2 Maintenance préventive des installations électriques.....	6
4.2.3 Maintenance préventive des installations de protection contre l'incendie	6
4.3. Maintenance corrective	7
4.4. Limite du forfait.....	7
4.5. Demande de devis pour prestations exceptionnelles.....	7
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1. Dates et heures	8
5.2. Planification des interventions	8
5.3. Outils de demande d'intervention	8
5.4. Compte-rendu d'intervention	8
5.5. Coordination avec le constructeur et fournitures.....	10
5.6. Accès – consignes	10
5.7. Personnel d'intervention du titulaire.....	10

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché a pour objet la réalisation de la maintenance multi technique pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège, située 1 Avenue de Sibian, 09015, Foix.

La maintenance multi technique concerne la centrale intrusion, les contrôles d'accès, les installations électriques et les installations de protection contre l'incendie de la CPAM de l'Ariège.

Les candidats doivent avoir pris connaissance des caractéristiques de chacun des matériels et des prestations faisant l'objet du marché, et s'être rendu compte de l'importance de toutes les difficultés ou sujétions pouvant en résulter. Ils doivent signaler, avant la remise de leur offre, les omissions ou imperfections qu'ils sont amenés à constater à l'examen du dossier.

ARTICLE 2. LIEU D'EXECUTION

Le présent marché sera exécuté sur le site suivant :

- CPAM de l'Ariège : 1 Avenue de Sibian, 09015 FOIX ;

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONCERNEES

Le Titulaire fait l'état des lieux :

- 1- Des équipements et installations de protection contre l'intrusion
- 2- Des équipements et installations de contrôle d'accès
- 3- Equipements et installations électriques
- 4- Des équipements et installations de protection contre l'incendie

Vous trouverez en annexe au CCTP, un état des lieux des installations de la CPAM de l'Ariège. Cet état des lieux est donné à titre indicatif et devra être contrôlé puis complété par le titulaire du marché, ce contrôle étant inclus dans le montant forfaitaire de la maintenance préventive.

3.1. Equipements et installations de protection contre l'intrusion et de contrôle d'accès

Les installations concernées comprennent l'ensemble des dispositifs liés à la sécurité intrusion, notamment les équipements de détection automatique et les équipements liés au contrôle des accès.

Sont notamment inclus :

- Une centrale intrusion ;
- Un logiciel de gestion pour l'intrusion (TITAN) ;
- Une centrale de contrôle des accès ;
- Un logiciel de contrôle des accès (TIL TECHNOLOGIES - MICROSESAM) ;
- Des détecteurs volumétriques et détecteurs d'ouverture de porte et fenêtre ;
- Les lecteurs de badge et les modules associés ;
- Les serrures liées aux contrôles d'accès ;
- Les sirènes intérieures ;
- 4 caméras de vidéosurveillance ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Il appartient au Titulaire de la compléter et d'y adjoindre tous les matériels et installations nécessaires à l'atteinte de l'objectif fixé par le pouvoir adjudicateur, cette prestation étant incluse dans le montant forfaitaire de la maintenance préventive.

3.2. Equipements et installations électriques

La CPAM de l'Ariège a entrepris en 2021 la rénovation complète de ses installations électriques (courants faibles et courants forts) avec campagne d'identification des différents circuits,

formalisation des schémas électriques, étiquetage des tableaux et armoires électriques.
La fin des travaux a eu lieu en octobre 2023.

Les installations concernées comprennent l'ensemble des équipements électriques.

Sont notamment inclus :

- Poste BT ;
- Tableaux ;
- Armoires ;
- Portier ;
- Cumulus ;
- Le pilotage de l'éclairage centralisé ;
- Onduleur ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Il appartient au Titulaire de la compléter et d'y adjoindre tous les matériels et installations nécessaires à l'atteinte de l'objectif fixé par le pouvoir adjudicateur, cette prestation étant incluse dans le montant forfaitaire de la maintenance préventive.

Le présent marché n'inclut pas les prestations de vérification des BAES ou BAEH.

3.3. Equipements et installations de protection contre l'incendie

Les installations concernées comprennent l'ensemble des dispositifs liés à la sécurité incendie et notamment les équipements de détection automatique, d'alarme et d'extinction automatique d'incendie, et de compartimentage ainsi que leurs asservissements.

Sont notamment inclus :

- Les tableaux centraux, relais, reports d'alarmes,
- L'ensemble du câblage,
- Les alimentations (y compris courant fort, secours et troisième source),
- Les détecteurs de fumée, de flammes et DAD « Détecteurs Autonomes Déclencheurs »,
- Les déclencheurs manuels,
- Les diffuseurs sonores d'alarme d'évacuation,
- Les systèmes d'alarme,
- Les systèmes de détection automatique,
- Les équipements de compartimentage (portes, volets et clapets coupe-feu),
- Les asservissements.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Il appartient au Titulaire de la compléter et d'y adjoindre tous les matériels et installations nécessaires à l'atteinte de l'objectif fixé par le pouvoir adjudicateur, cette prestation étant incluse dans le montant forfaitaire de la maintenance préventive.

Le présent marché n'inclut pas les prestations de vérification des extincteurs, R.I.A, systèmes de désenfumage, colonnes sèches, BAES ou BAEH.

ARTICLE 4. CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DE LA PRESTATION

Le marché prévoit des prestations de maintenance :

- Préventive dans le cadre d'un forfait indiqué dans la DPGF ;
- Curative en application de prix unitaires indiqués dans le BPU (les prestations non prévues dans le BPU feront l'objet d'une demande de devis en application de l'article 4.5 du présent CCTP) ;

Le Titulaire doit fournir les habilitations APSAD et toute autre habilitation réglementaire lui permettant

d'intervenir techniquement sur l'ensemble des équipements et installations objets du marché.

4.1 Prestations forfaitaires

Dans le cadre de son forfait, le Titulaire doit réaliser, pour la période du contrat, la maintenance préventive, correspondant à la visite de maintenance préventive **semestrielle** :

Le Titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

4.2. Maintenance préventive

La maintenance préventive consiste à réaliser la visite périodique réglementaire garantissant l'efficacité des matériels, objets du présent marché, suivant les directives actualisées.

Cette dernière doit être effectuée dans le respect de la réglementation.

Les locaux de la Caisse Primaire de l'Ariège sont soumis à la législation concernant les Etablissements Recevant du Public (EPR) de type W et de 5ème catégorie, et au Code du Travail.

En application de l'obligation de résultat qui lui incombe, le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions qui lui sembleront nécessaires au maintien des performances des matériels et équipements dont il a la charge.

Le titulaire devra compléter un cahier de test complet pour la visite préventive.

Ce cahier de test devra être remis au pouvoir adjudicateur à la fin de chaque intervention.

4.2.1 Maintenance préventive des installations de détection anti intrusion et de contrôle d'accès

➤ Détail des prestations de maintenance préventive des installations de détection anti-intrusion et contrôle d'accès, à minima :

- Le contrôle de la conformité de l'installation avec les documents d'exploitation ;
- L'inspection visuelle de l'ensemble des équipements ;
- La vérification visuelle de l'installation, câblage, tableaux, état des batteries et piles y compris les éléments non connectés (fixation des détecteurs, état des câbles...) ;
- La vérification et le contrôle (test) des dispositifs anti-intrusion et le cas échéant la bonne transmission et réception des informations à l'entreprise de télésurveillance : volumétrique, périmétrique, ponctuel, bris de vitre, anti-vibration ;
- La vérification et le contrôle des alimentations : contrôle des tensions (piles, batteries, chargeur), serrage des connexions ;
- La vérification des piles et batteries ; qui devront être testées
- La vérification des systèmes de commande : contrôle des organes de commande (à clés ou à codes), lecteurs de badges, par exemple, vérification des logiciels, tests de fonctionnement;
- Fonctionnement de la centrale d'alarme, du stockeur numérique
- Dans le cadre de la maintenance du logiciel d'exploitation, le titulaire s'engage à fournir les versions mineures telles que les corrections d'anomalies et les versions majeures telles que la mise en place de nouvelles fonctionnalités ;
- La vérification des alarmes visuelles et sonores : contrôle de signalisation visuelle (tableaux intrusion, des détecteurs et autres postes secondaires, remplacement si nécessaire des voyants et indicateurs de signalisation par exemple), contrôle des diffuseurs sonores avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de ligne, contrôle des reports d'alarme d'intrusion (quel que soit le destinataire), test de bon fonctionnement ;

- La reprogrammation des transmetteurs dans l'éventualité d'un changement de prestataire de télésurveillance ;
 - Le paramétrage éventuel des codes d'accès provisoires, des numéros de téléphone et la re-temporisation sur demande du gestionnaire du site dans la limite de 1 fois par an ;
 - L'analyse d'un message en erreur, le repérage d'un équipement en défaut ;
 - L'ajustement de l'horloge système ;
 - Le paramétrage des jours fériés mobiles ;
- Renouvellement et mise à jour des licences du logiciel MICROSESAM

➤ Mise à jour des logiciels :

Le forfait de maintenance préventive comprend la maintenance et la mise à niveau en fonction de l'évolution des produits, par les constructeurs, des différents logiciels, unités centrales de gestion, unités déportées, etc.

La prestation s'étend aux mises à jour horaires, anti-virus, dépannages, modifications à la demande du responsable de site.

4.2.2 Maintenance préventive des installations électriques

➤ Détails des prestations de maintenance préventive des installations électriques :

Le programme de maintenance préventive, présent en annexe, présente les actions minimales à réaliser semestriellement.

La présence du titulaire sera requise lors de la réalisation des vérifications périodiques dans le cadre des contrôles réglementaires 1 fois par an sur site, cette présence étant comprise dans le prix forfaitaire.

En application de l'obligation de résultat qui lui incombe, le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions qui lui sembleront nécessaires au maintien des performances des matériels et équipements dont il a la charge.

4.2.3 Maintenance préventive des installations de protection contre l'incendie

➤ Détails des prestations de maintenance préventive des équipements et installations de protection contre l'incendie :

La maintenance préventive consiste à réaliser les visites périodiques réglementaires garantissant l'efficacité des matériels objets du présent marché suivant les directives actualisées. La durée entre les deux visites est de 6 mois.

Ces dernières doivent être effectuées dans le respect de la réglementation (Code du Travail, Code de la Construction et de l'Urbanisme, sécurité contre l'incendie dans les ERP, des normes AFNOR et APSAD...).

Les locaux de la Caisse Primaire de l'Ariège sont soumis à la législation concernant les Etablissements Recevant du Public de type W et de 5ème catégorie, et au Code du Travail.

Le programme de maintenance préventive communiqué en annexe présente les actions minimales à réaliser semestriellement.

La présence du titulaire sera requise lors de la réalisation des vérifications périodiques dans le cadre des contrôles réglementaires 1 fois par an sur site, cette présence étant comprise dans le prix forfaitaire.

En application de l'obligation de résultat qui lui incombe, le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions qui lui sembleront nécessaires au maintien des performances des matériels et

équipements dont il a la charge.

4.3. Maintenance corrective

Délai d'intervention :

- 1) Le Titulaire doit être en mesure d'assurer toute intervention pour **dépannage urgent** dans le **délai de 4 heures** suivant l'appel de l'organisme : 24h/24h et 7j/7j
- 2) Les dépannages ne présentant pas de caractère d'urgence devront être effectués sous un **délai de 2 jours ouvrés** suivant l'envoi du bon de commande par la CPAM de l'Ariège.

Le Pouvoir Adjudicateur est le seul juge du caractère d'urgence d'une intervention de maintenance corrective, qu'il détermine selon le risque de mise en danger des personnes.

4.4. Limite du forfait

Les prix comprennent, pour les prestations forfaitaires exécutées :

- la main d'œuvre, y compris les frais de déplacement,
- la mise à disposition de l'outillage et des appareils de mesure nécessaires à l'exécution des prestations,
- le renseignement systématique des fiches d'état du matériel, des registres de sécurité et des comptes rendus d'intervention
- la garantie des pièces (main d'œuvre incluse) pendant 1 an pour toute modification réalisée lors des opérations de maintenance ou de dépannage,
- la fourniture des consommables et petites pièces détachées dont le prix unitaire hors taxe est inférieur à 100,00 euros.

En revanche, il ne comprend pas les pièces détachées hors garantie d'une valeur unitaire supérieure à 100,00 euros HT, qui seront facturées en sus.

Tout remplacement de pièces doit être dûment justifié. L'organisme se réserve la possibilité d'expertiser les éléments remplacés. Pour ce faire, il peut demander que les pièces remplacées justifiant une facturation complémentaire soient laissées à sa disposition.

4.5. Demande de devis pour prestations exceptionnelles

En application de l'article 10 du CCAP, pendant la durée du marché, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire des prestations exceptionnelles relevant de la famille dite des « Services de maintenance des systèmes ».

Ces interventions font l'objet de commandes individuelles établies à partir de devis détaillés fournis par le Titulaire. Le devis devra spécifier le coût de main d'œuvre, le coût de déplacement et le type de matériels et devra être cohérent avec les prix proposés dans le BPU.

Le Titulaire aura l'obligation de maintenir le matériel même s'il a été installé par une autre société.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

D'une manière générale, les interventions du Titulaire doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au minimum leur durée et ne pas perturber le bon fonctionnement de la CPAM de l'Ariège.

Les prestations sur site sont exécutées dans les conditions ci-après :

5.1. Dates et heures

Les interventions ont lieu à partir de la notification du présent marché, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés et chômés observés par le Pouvoir Adjudicateur, aux heures d'ouverture de l'établissement, soit de 8h30 à 17 h 00 du lundi au jeudi et de 8h30 à 16h30 le vendredi.

Toute intervention en dehors de ces périodes, dite en « astreinte » (dans le cadre par exemple d'un dépannage urgent ou d'une intervention pouvant occasionner une gêne) doit faire l'objet d'une demande spécifique auprès du Pouvoir Adjudicateur, et ne peut être réalisée qu'avec son accord. Le Titulaire ne peut arguer du règlement d'une prestation supplémentaire.

Le Titulaire doit obligatoirement se présenter au responsable de centre ou de service pour l'exécution des prestations, porter un badge et respecter les consignes de sécurité.

Le Titulaire sera donc réputé avoir visité les lieux et ne pourra ensuite arguer d'aucune difficulté liée à la configuration des lieux ou aux conditions d'accès au site pour justifier « impossibilité d'exécution, retard ou plus-value ».

5.2. Planification des interventions

Le Titulaire doit effectuer au minimum 2 visites de maintenance préventive par an.

Au moins 15 jours avant le début des visites de maintenance préventive, le Titulaire soumet au Pouvoir Adjudicateur un planning détaillé des interventions du site, la date et l'heure de l'intervention, la nature et la durée estimée des prestations.

Si l'une des parties désire déplacer une intervention, elle en informe l'autre au moins deux jours ouvrables avant la date prévue.

Dans le cas où il est nécessaire d'effectuer des essais occasionnant le déclenchement entre autre de sirènes d'alarme, le Titulaire s'engage à en informer le Pouvoir Adjudicateur.

Les essais sont alors effectués après autorisation à des moments occasionnant le moins de désagréments pour les personnels et publics accueillis au sein de la CPAM de l'Ariège.

5.3. Outils de demande d'intervention

Le Titulaire doit mettre à disposition un outil informatique permettant au pouvoir adjudicateur de réaliser des demandes d'intervention par cet intermédiaire.

A ce titre, il fournira les codes d'accès à la personne concernée.

L'outil devra être ergonomique, clair et simple d'utilisation.

Le prix de la mise en place de cet outil est inclus dans le prix forfaitaire proposé.

En cas de dysfonctionnement de l'outil ou d'impossibilité d'y accéder, le titulaire doit fournir un contact (numéro de téléphone et mail) direct afin de permettre au pouvoir adjudicateur de réaliser des demandes d'intervention en toutes circonstances.

5.4. Compte-rendu d'intervention

Le Titulaire doit réaliser un compte rendu semestriel écrit (traitement de texte) de toute intervention, comportant les mentions suivantes :

- Le site, la date de la visite, la nature des travaux exécutés,
- Descriptif des installations et situation sur site,
- Tests réalisés et mentionnés sur le cahier de tests,
- Le SSI ou partie SSI concerné par l'intervention,
- Le détail des actions de maintenance préventive,

- Les fiches d'état des matériels et équipements, renseignant notamment sur les non conformités, les observations et constats d'anomalie [type d'anomalie, conséquences possibles, action à entreprendre],
- La nature des éventuels travaux à envisager hors forfait [dans ce cas, dans le délai de huitaine, le Titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur le devis détaillé correspondant à la réalisation de ces travaux],
- La liste des pièces éventuellement remplacées.
- La confirmation ou non de l'adéquation du type et du nombre de détecteurs, en fonction du risque incendie, en cas de modification (modification d'un volume ou d'un type d'activité par exemple)
- Le détail de chacun des écarts constatés lors des essais fonctionnels,
- Le détail des corrections réalisées en cours de visite,
- Les échanges à caractère périodique réalisés,
- La planification des échanges pour les prochaines visites (détecteurs, batteries, ré épreuves, ...),
- Les interventions à caractère correctif à faire réaliser,
- Les préconisations du mainteneur, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent.

Ces informations comprennent au minimum :

- Le constat,
- Le rapprochement du constat à une référence (norme, règlement, règle, ...)
- Les conséquences qu'il peut engendrer,
- Les solutions (proposition technique, envoi vers un professionnel ad hoc, ...)

La remise de ce compte rendu (par site) doit intervenir au plus tard dans les 15 jours suivant la date d'intervention pour la maintenance préventive et servira de justificatif pour le règlement de la facture semestrielle. Le prix de l'établissement de ce compte rendu est inclus dans le montant de la maintenance préventive.

Ce compte rendu est nécessairement contresigné par le représentant du Pouvoir Adjudicateur sur le site et le technicien vérificateur.

Le Titulaire est tenu, lors de chacune de ses visites, de mettre à jour le registre de sécurité du site en précisant l'objet de sa prestation.

Pour les interventions de maintenance corrective, le Titulaire devra également établir un bon d'intervention stipulant le site :

- la date, le lieu, les anomalies constatées et les travaux exécutés.
- l'état du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien,
- le descriptif de la panne détectée
- la cause probable / supposée de la panne,
- les équipement(s) échangé (s)
- l'état fonctionnel du système au départ du technicien,
- Le cas échéant, les délais de remise en service.

Le montant de ce bon d'intervention sera inclus dans le montant unitaire de la prestation commandée.

Il ne pourra pas être déclaré en « bon état fonctionnel » si un seul des éléments constitutifs et/ou fonctions ne présente pas cet état. Ainsi, un S.S.I contenant une zone mise « hors service » pour raison de travaux ne sera pas déclaré fonctionnellement « bon ». Dans ce dernier cas, la cause sera précisée sur le bon d'intervention laissé par le technicien compétent à l'issue de l'intervention.

Par ailleurs, la(les) fonctions non opérationnelles sera(seront) clairement notifiée(s) dans un langage compréhensible de l'exploitant et l'invitant, le cas échéant, à mettre en œuvre les mesures compensatoires adaptées à son exploitation.

5.5. Coordination avec le constructeur et fournitures

Lorsque le matériel dont le Titulaire assure la maintenance est sous garantie (construction d'ouvrage ou matériel neuf sous garantie), le Titulaire assure la responsabilité de la perte de la garantie consécutive à une intervention de sa part.

Il prend toutes dispositions en accord avec le constructeur et/ou l'installateur du matériel pour assurer la coordination des diverses interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles.

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct :

- sont celles préconisées ou agréées par le constructeur, et de qualité au moins équivalentes à celles déposées,
- doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études des marchés, les normes ou spécifications applicables en vigueur.

5.6. Accès – consignes

Afin de permettre au Titulaire d'accomplir sa mission, le Pouvoir Adjudicateur s'engage à laisser et faciliter l'accès à l'ensemble des locaux.

Le Titulaire assure et fait observer à son personnel tous les règlements et consignes particuliers à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège.

Il est par ailleurs tenu :

- D'observer les consignes de sécurité en vigueur à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Ariège ;
- De demander les autorisations nécessaires avant exécution de toute prestation dangereuse (manipulation de matière toxique ou dangereuse, soudures...) ;

5.7. Personnel d'intervention du titulaire

Le personnel du Titulaire a accès aux bâtiments dans la limite des heures définies à l'article 5.1 soit de 8h30 à 17 h00. Il doit être muni d'un badge ou d'un titre établi par l'entreprise permettant de l'identifier, avoir les compétences et les habilitations nécessaires pour pénétrer dans les locaux techniques spécifiques.